

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

BOFIP-RHO-23-0814 du 11/05/2023

Arrêté du 10 mai 2023

ARRÊTÉ RAPPORTANT ET PORTANT AFFECTATION D'UNE INSPECTRICE DIVISIONNAIRE
DES FINANCES PUBLIQUES, HORS CLASSE, AU TITRE DE L'ANNÉE 2023

Bureau Affectation, mobilité et carrière des A+ et A

RÉSUMÉ

Cet arrêté rapporte et porte affectation d'une inspectrice divisionnaire des Finances publiques, hors classe, au titre de l'année 2023.

Date d'application : 01/06/2023

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

SOMMAIRE

PARTIE 1 : ARRÊTÉ RAPPORTANT ET PORTANT AFFECTATION D'UNE INSPECTRICE DIVISIONNAIRE DES FINANCES PUBLIQUES, HORS CLASSE, AU TITRE DE L'ANNÉE 2023.....	3
---	---

PARTIE 1 : ARRÊTÉ RAPPORTANT ET PORTANT AFFECTATION D'UNE INSPECTRICE DIVISIONNAIRE DES FINANCES PUBLIQUES, HORS CLASSE, AU TITRE DE L'ANNÉE 2023



ARRÊTÉ

rapportant et portant affectation d'une inspectrice divisionnaire des Finances publiques, hors classe, au titre de l'année 2023

LE MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la Direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des Finances publiques ;
- Vu le décret n° 2010-986 du 26 août 2010 modifié portant statut particulier des personnels de la catégorie A de la Direction générale des Finances publiques ;
- Vu l'arrêté du 15 décembre 2022 portant affectation d'inspecteurs principaux des Finances publiques, affectation d'une inspectrice divisionnaires des Finances publiques, hors classe, affectation d'inspecteurs divisionnaires des Finances publiques, classe normale, affectation d'inspecteurs des Finances publiques, affectation et nomination d'inspecteurs divisionnaires des Finances publiques, classe normale, à la hors classe, affectation et nomination d'inspecteurs des Finances publiques au grade d'inspecteur divisionnaire des Finances publiques, classe normale, au titre de l'année 2023.

ARRÊTE :

Article 1 : Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 15 décembre 2022 susmentionné en tant qu'elles concernent la date d'effet de la nouvelle affectation de Madame Sylvie BOURGEOIS :

IDENTIFICATION			ANCIENNE SITUATION		NOUVELLE SITUATION À LA DATE D'EFFET			
PRÉNOM	NOM	MATRICULE SIRHIUS	CSRH	ANCIENNE AFFECTATION	CSRH	NOUVELLE AFFECTATION	RÉSIDENCE	DATE D'EFFET
SYLVIE	BOURGEOIS	000002336314	33	DRFIP HAUTE-GARONNE EMPLOI ADMINISTRATIF	33	DRFIP GIRONDE CDL CASTELNAU-DE-MÉDOC	CASTELNAU-DE-MÉDOC	30/06/2023

Article 2 : L'inspectrice divisionnaire des Finances publiques, hors classe, dont le nom figure ci-après est affectée sur un poste de Conseiller aux Décideurs Locaux (CDL) selon les modalités précisées ci-dessous :

IDENTIFICATION			ANCIENNE SITUATION		NOUVELLE SITUATION À LA DATE D'EFFET			
PRÉNOM	NOM	MATRICULE SIRHIUS	CSRH	ANCIENNE AFFECTATION	CSRH	NOUVELLE AFFECTATION	RÉSIDENCE	DATE D'EFFET
SYLVIE	BOURGEOIS	000002336314	33	DRFIP HAUTE-GARONNE EMPLOI ADMINISTRATIF	33	DRFIP GIRONDE CDL CASTELNAU-DE-MÉDOC	CASTELNAU-DE-MÉDOC	01/06/2023

Article 3 : Les modalités de prise en charge des frais de résidence de l'intéressée sont appréciées par la direction d'ancienne affectation dans les conditions fixées dans le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les changements de résidence des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'État, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés.

Article 4 : Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez :

- soit former un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de la publication au BOFIP de la décision ;
- soit former un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, dans les conditions fixées aux articles R 421-1 à R 421-7 du code de justice administratif, dans un délai de 2 mois, à compter de la publication au BOFIP de la décision.

En cas de recours contentieux, la juridiction compétente peut être saisie par l'application information "Télérecours citoyens" accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à qui de droit et publié au Bulletin officiel des Finances publiques, section Ressources Humaines et Organisation.

FAIT À PARIS, LE 10 MAI 2023

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION
L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE HORS CLASSE

CHEF DE SECTEUR DES A+
BUREAU « AFFECTATION, MOBILITÉ ET CARRIÈRE DES A+ ET A »

PATRICK VINCENT

BOFiP

Direction générale des Finances publiques

Directeur de publication : Jérôme Fournel

ISSN 2268-0756